

REPUBLIQUE DE GUINEE

Travail-Justice-Solidarité

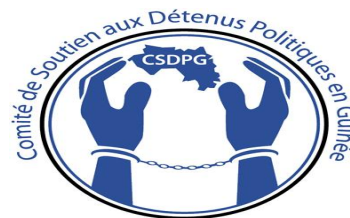
**COMITÉ DE SOUTIEN AUX DÉTENUS
POLITIQUES EN GUINÉE**



**A son Excellence Monsieur le Président de la République de
Guinée**

Le Professeur Alpha CONDÉ

COMITÉ DE SOUTIEN AUX DÉTENUX POLITIQUES EN GUINÉE



Conakry, 22 Novembre 2014

**Objet : demande de
Grâce Présidentielle**

A son Excellence Monsieur le Président de la République de Guinée

Conakry

Excellence Monsieur le Président,

Nous sommes un certain nombre de citoyens guinéens, de différents âges et de divers horizons qui en plus des liens de famille, de parenté et d'amitié, avons décidé de former une association conformément à l'article 10 de notre constitution.

Nous avons appelé notre association "Comité de Soutien aux Condamnés et Détenus politiques en Guinée"

L'objectif de ce comité est d'assister par des moyens légaux les condamnés et détenus politiques.

Pour se faire, nous présentons des pétitions aux autorités à tous les niveaux. Nous traduisons également notre soutien à ces condamnés et détenus par des actions de plaidoyers auprès des différentes institutions nationales, vers les organismes internationaux et les représentations diplomatiques.

Excellence Monsieur le Président,

A la réflexion, nous nous sommes dit, pourquoi passer par "les anges et les saints" alors qu'on peut voir le "Bon Dieu" directement.

Cela ne veut pas dire Excellence Monsieur le Président, que nous vous identifions au "Bon Dieu" car ce serait un blasphème. Nous voulons simplement indiquer, qu'au lieu de passer par des intermédiaires pourquoi ne pas aller directement vers vous et vous présenter nos doléances ?

Excellence Monsieur le Président,

La constitution Guinéenne consacre la séparation des pouvoirs : Exécutif, Législatif et Judiciaire.

Cependant, en tant que Président de la République vous êtes le père de la Nation, vous êtes le premier magistrat du pays. L'article 46 de la constitution vous donne le pouvoir réglementaire que vous exercer par Décret.

L'article 47 de la constitution fait de vous le chef des armées.

L'article 49 de la constitution vous donne le pouvoir d'exercer le droit de Grâce.

En tant que Président de la République, l'article 112 de la constitution fait de vous le Président du conseil supérieur de la magistrature. L'article 111 de la constitution précise que c'est le conseil supérieur de la magistrature qui donne son avis sur l'exercice du droit de grâce. Cet avis motivé du conseil supérieur de la magistrature n'est transmis qu'à vous, en tant que Président de la République.

Excellence Monsieur le Président,

C'est pour tous ces motifs, que nous membres du comité de soutien aux condamnés et détenus politiques, pensons que, vous êtes effectivement la véritable autorité vers laquelle nous devons nous tourner pour présenter nos desideratas.

Et c'est pour cela également, Excellence Monsieur le Président, que nous membre du comité de soutien aux condamnés et détenus politiques, venons humblement, sincèrement et très respectueusement auprès de votre auguste personne, par la présente, vous demander de bien vouloir accorder la grâce présidentielle et la réhabilitation à tous les condamnés et détenus politiques sous votre magistrature.

Cette doléance, concerne aussi bien les affaires graves comme celle du 19 juillet 2011 que celles relatives aux simples manifestations de rues.

Excellence Monsieur le Président,

Le Prophète Mohamad (PSL) à son retour à la Mecque après un long exil avait demandé à ses compagnons de ne commettre aucun acte de vengeance sur ceux qui les avaient persécutés et chassés de la Mecque.

Tout récemment, en Afrique du Sud après une longue période de bagne et de discrimination Nelson Mandela avait tendu la main à ses anciens geôliers pour une franche et loyale collaboration sans aucun règlement de compte.

Excellence Monsieur le Président,

La plus part des jeunes de la génération actuelle n'ont pas connu la période dite de la Révolution guinéenne. A cette époque vous aviez été condamné à mort. "Le Bon Dieu" vous a sauvé.

Durant le régime du Général Lansana CONTE dont vous étiez un farouche opposant, vous aviez été arrêté, jugé et condamné. Des actions de soutien et de plaidoyers en votre faveur ont amené les autorités de l'époque à prendre une loi d'amnistie pour vous rétablir dans vos droits civils et politiques.

Aujourd'hui, vous êtes Président de ce même pays. L'article 37 de la nouvelle constitution, vous protège contre les offenses, les injures et les calomnies.

Nous membres du comité de soutien aux condamnés et détenus politiques, vous réitérons notre demande, humblement, sincèrement et très respectueusement de bien vouloir pardonner, gracier et amnistier tous ceux qui vous ont offensé injurié et calomnié et qui sont aujourd'hui condamnés et détenus.

Excellence Monsieur le Président,

Cette demande de grâce et d'amnistie concerne aussi bien les affaires du 19 juillet que celles relatives aux manifestations de rues et aux propos malveillants dans les médias.

Excellence Monsieur le Président,

Si vous accédez à nos doléances, vous aurez fait preuve d'indulgence, d'humilité et de magnanimité, toutes choses qui caractérisent les grands hommes qui ont marqué positivement de leurs empreintes certaines époques de l'histoire de l'humanité.

Dans l'espoir que notre demande va rencontrer votre agrément, nous vous prions Excellence Monsieur le Président, de bien vouloir accepter nos salutations les meilleurs et croire en l'expression de notre très haute considération.

Pour le Comité de soutien

